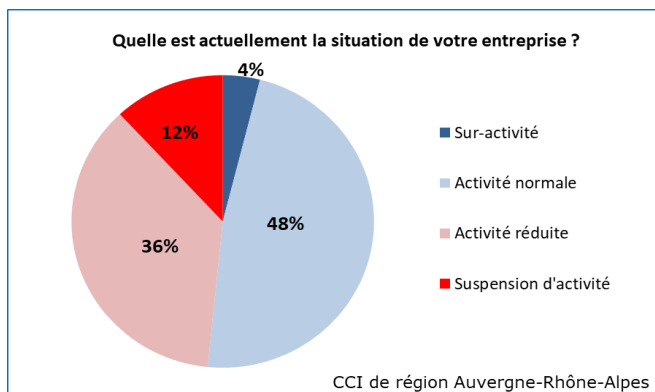
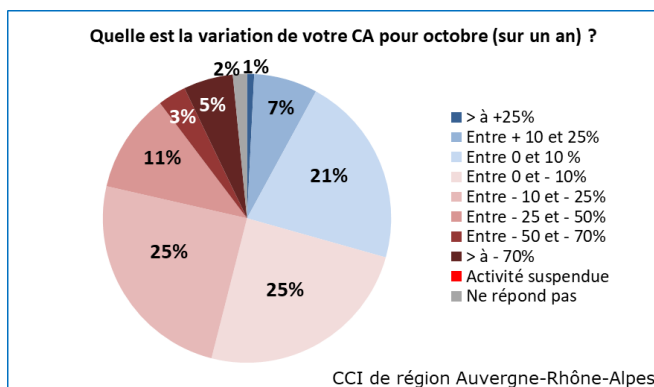


Observatoire économique Crise COVID-19

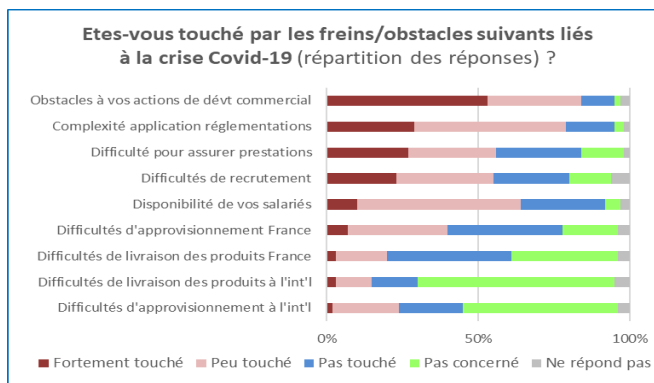
Cette note analyse les réponses de **126 dirigeants d'entreprises, membres élus des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**, à une enquête sur les conséquences économiques de la crise Covid-19. 52 dirigent une entreprise industrielle, 42 sont des prestataires de services et 32 des commerçants. L'enquête a été menée du **4 au 10 novembre 2020**.

Le reconfinement est intervenu dans un contexte où le redressement de l'activité avait déjà ralenti. En octobre, **29 % des chefs d'entreprise du panel ont connu une hausse de leur chiffre d'affaires sur un an, contre 39 % en septembre**. Autre signe de détérioration, le mois dernier, une part des entreprises (8 %) a connu un recul du chiffre d'affaires supérieur à 50 %, situation qui n'avait pas été rencontrée en septembre. Le bilan d'octobre est le moins bien orienté dans les services, avec seulement 12 % d'entreprises en hausse de chiffre d'affaires. Le **commerce restait très partagé** : une majorité a connu une progression de chiffre d'affaires mais une part des entreprises a été en recul d'au moins 50 %.



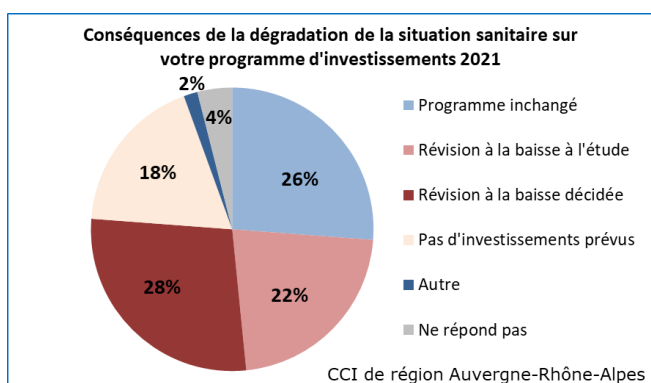
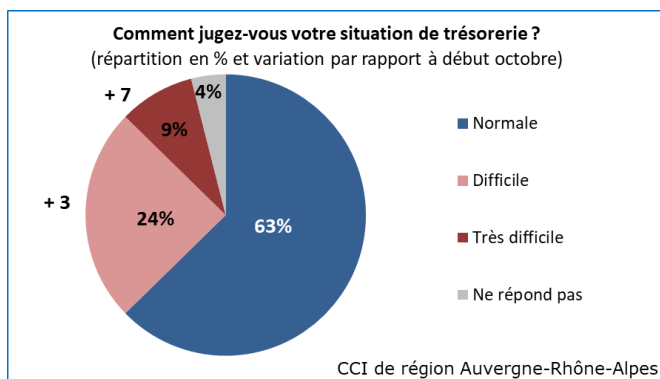
Début novembre, dans le contexte de reconfinement, **12 % des panélistes sont en suspension d'activité et 36 % se disent en activité réduite**. Ces proportions sont moindres qu'en avril avec respectivement 26 % et 57 %. Les suspensions d'activité déclarées début novembre sont bien sûr liées en général à l'obligation administrative de ne plus recevoir du public. Mais quelques entreprises ont également fermé du fait de l'arrêt d'activité de leur donneur d'ordre. En revanche, le motif d'absence de clientèle n'est pas mentionné à la différence du printemps. Globalement, **57 % des chefs d'entreprises s'attendent à une baisse de leur activité en novembre** par rapport au niveau d'octobre, dont 15 % à une forte baisse.

Le nouveau confinement se traduit logiquement par une **nette remontée des freins à l'exercice de l'activité**. Plus de la moitié des entreprises (53 %, soit + 21 points en un mois), sont fortement touchées par des **obstacles à leur développement commercial**. La situation est difficile pour les entreprises actives à l'international. Les fortes difficultés pour **assurer les prestations de services** sont aussi en nette progression (+ 20) à 27 %, ainsi que les difficultés à appliquer les réglementations liées au protocole sanitaire. 10% des répondants sont fortement touchés par un problème de disponibilité de leurs salariés (+ 6). En revanche les difficultés liées aux approvisionnements ou aux livraisons ont peu évolué par rapport au mois dernier.



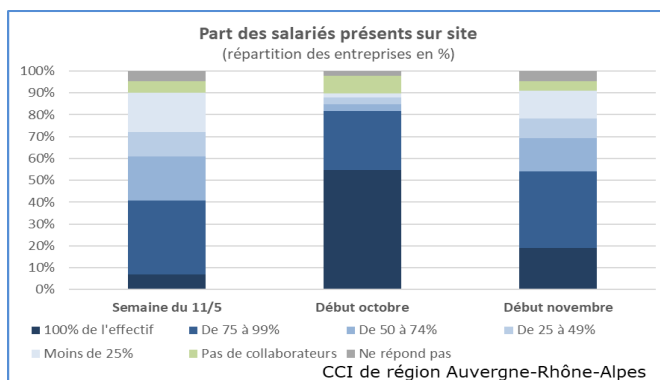


La nouvelle dégradation de la situation économique se traduit par une **remontée des difficultés financières**. Un tiers des panélistes disent être confrontés à des difficultés de trésorerie, soit **+ 10 points par rapport au mois dernier**. La part des entreprises en situation très difficile progresse particulièrement. C'est dans les services que la part des entreprises en difficulté est la plus importante (45 %). Dans huit cas sur dix, l'insuffisance du chiffre d'affaires est la cause de ces difficultés. La 2^e cause la plus fréquente est l'allongement des délais de règlement des clients (1/3 des entreprises), notamment pour les activités de services. Dans l'industrie, les impayés sont en revanche la 2^e cause des difficultés. La charge liée au loyer est avancée par certaines entreprises.



Autre élément préoccupant qui ressort de cette enquête de novembre, les perspectives de sortie de crise tendent aussi à se dégrader. Interrogés sur les conséquences de la situation sanitaire pour leur programme d'investissements 2021, les **chefs d'entreprise ayant effectivement des projets pour 2021 se répartissent quasiment en trois tiers entre un programme inchangé, une révision à la baisse du programme, qui est à l'étude et une révision à la baisse du programme d'ores et déjà actée**. Encore une fois, c'est dans les services que la situation est la moins optimiste. Dans l'industrie, le maintien du programme d'investissement est plus fréquent.

Dans le contexte du nouveau confinement, le **télétravail a bien été remis en place**. Hors établissements fermés, seulement 19 % des entreprises avaient 100 % de leurs effectifs présents sur site début novembre, alors que la proportion était de 54 % début octobre. Si l'on considère les entreprises ayant au moins 75 % de leur effectif présent, la part passe de 82 % à 54 %. Cette part reste un peu supérieure à ce qu'elle était à la fin du confinement du printemps (41 %). **Pour les entreprises concernées par le télétravail dans le cadre du protocole sanitaire du confinement, 50 % considèrent que cela se traduit par une baisse modérée de la productivité, 14 % par une forte baisse et 36 % par une situation inchangée.**



En commentaires libres, des commerçants en situation maintenant très difficile expriment leur **incompréhension face à l'obligation de fermer de nouveau leur établissement** alors qu'ils sont en mesure d'appliquer un protocole sanitaire efficace. Par ailleurs, plusieurs panélistes s'alarment d'une **absence de perspective qui est en train de s'installer**, provoquant une « léthargie générale ».

Interrogés sur **d'éventuels manques dans le dispositif d'aides d'urgence**, des panélistes signalent les situations suivantes qui sont mal couvertes : entreprises placées en redressement judiciaire avant la crise, statut de mandataire social salarié, activités qui ne bénéficient pas du fonds de solidarité alors qu'elles dépendent totalement d'activités fermées, d'une commande publique qui est stoppée ou sont dans l'incapacité de travailler du fait du protocole sanitaire, PME dépassant le seuil de chiffre d'affaires d'éligibilité aux aides.

La CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes remercie les membres élus des CCI pour le temps consacré à l'enquête alors qu'ils sont mobilisés pour permettre à leur entreprise de faire face à la situation et qu'ils sont engagés auprès du tissu d'entreprises de leur territoire.